

Dans le cadre d'un concours de recrutement déterminé, SELOR est chargé de réceptionner les candidatures des porteurs des titres visés aux articles 3, 5 et 6 de la directive.

Afin de connaître la valeur des titres présentés, l'administrateur délégué soumet les titres pour avis aux autorités d'enseignement compétentes.

Il prend ensuite les décisions prescrites par l'article 12, § 2, des directives, y compris celles relatives à l'application éventuelle des dispositions compensatoires prévues par les articles 4, 5 et 7.

5. Les directives qui compléteraient ou remplaceraient les directives énoncées aux points 3 et 4, sont applicables de droit pour ce qui concerne l'admissibilité de personnes à l'établissement, sauf au cas où elles auraient une répercussion sur des dispositions auxquelles des mesures d'adaptation doivent être appliquées ou qui changeraient les compétences conférées au Secrétaire permanent au recrutement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand modifiant le statut du personnel des établissements scientifiques flamands du 28 janvier 1997 en ce qui concerne les dénonciateurs, le congé de maternité, l'âge de la retraite et d'autres dispositions

Bruxelles, le 27 janvier 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias et du Tourisme,
G. BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 971

[2006/200788]

22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, en ses articles 2, § 4, 3, § 1^{er}, alinéa 2, 4, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, 5, alinéa 2, 6, alinéa 2, 7, alinéa 3, 8, alinéa 2, et 13;

Vu la proposition et les avis de la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion visée à l'article 32 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par le décret du 13 mars 2003, rendus les 20 juillet 2004, 22 octobre 2004 et 15 juillet 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 23 mai 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mai 2005;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, rendu le 30 août 2005;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, rendu le 19 septembre 2005;

Vu l'avis n° 39.372/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2005;

Sur la proposition conjointe des Ministres de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Des catégories de bénéficiaires

Article 1^{er}. § 1^{er}. En application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé "le décret", est considérée comme bénéficiaire qui accède en priorité au dispositif tenu de son degré d'éloignement du marché du travail, toute personne, non soumise à l'obligation scolaire et inscrite comme demandeur d'emploi auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé "le FOREm", qui appartient à l'une des catégories suivantes :

1° demandeur d'emploi inoccupé ne disposant pas du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ni d'un titre équivalent ou supérieur;

2° demandeur d'emploi inoccupé bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pendant au moins vingt-quatre mois au cours des trente-six mois précédant la date de signature du contrat crédit insertion tel que défini au chapitre II du présent arrêté;

3° demandeur d'emploi inoccupé réintégrant le marché de l'emploi;

4° bénéficiaire du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale financière équivalente;

5° bénéficiaire d'une décision de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ouvrant le droit à des interventions visant à la mise à l'emploi;

6° réfugié reconnu en Belgique en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

7° ressortissant étranger autorisé au séjour en application de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étranger séjournant sur le territoire du Royaume ou en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980;

8° bénéficiaire d'indemnités d'incapacité de travail, moyennant accord préalable donné dans le respect des dispositions relatives à l'assurance maladie-invalidité;

9° bénéficiaire du Plan Habitat Permanent, tel qu'adopté par le Gouvernement wallon le 13 novembre 2002.

§ 2. Au point 1^o du § 1^{er}, on entend par demandeur d'emploi inoccupé toute personne inscrite comme tel au FOREm.

Pour l'application du présent arrêté, sont assimilées à des périodes d'inoccupation :

1^o les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ou les autres dispositions équivalentes;

2^o les périodes d'emprisonnement ou d'internement;

3^o les périodes d'inoccupation couvertes par un pécule de vacances;

4^o les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein dans les douze mois qui précèdent la signature d'un contrat crédit insertion, ci-après dénommé "le contrat".

Au point 3^o du § 1^{er}, est considérée comme demandeur d'emploi inoccupé réintégrant le marché de l'emploi toute personne qui n'a pas exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant la signature du contrat visé à l'article 2 et qui n'a pas bénéficié d'allocations de chômage, d'attente ou d'interruption pendant la période de trois ans qui précède son inscription comme demandeur d'emploi.

CHAPITRE II. — *Du contrat crédit insertion*

Section 1^{re}. — Du contenu

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 4, § 2, du décret, le contrat crédit insertion, dont le modèle est joint au présent arrêté, conclu entre chaque bénéficiaire et le FOREm, en son entité "Régisseur-Ensemble", comporte obligatoirement les éléments suivants :

1^o le bilan personnel et professionnel préliminaire;

2^o le programme d'actions individualisé;

3^o les droits et obligations des parties, tels que prévus aux articles 3 à 6;

4^o la durée du contrat qui ne peut excéder deux années;

5^o les causes, la durée et les modalités de suspension de l'exécution du contrat;

6^o les causes et les modalités de rupture unilatérale du contrat, en cas de manquement grave aux obligations des parties contractantes.

§ 2. Le bilan personnel et professionnel préliminaire est réalisé par le FOREm ou par les opérateurs de formation et d'insertion, ci-après dénommés les "opérateurs" au sens de l'article 2, § 2, du décret précité. Les différents éléments sur lesquels portent le bilan, ainsi que la structure et le type d'informations qui en constituent la conclusion, font l'objet d'une validation par le Comité de gestion du FOREm, après avis de la Commission consultative du dispositif.

§ 3. Sur base des conclusions du bilan, le programme d'actions individualisé se construit progressivement et est négocié par les parties signataires, daté et signé par elles et annexé au contrat dont il fait partie intégrante. Il peut être adapté à tout moment à la demande expresse et justifiée de l'une ou l'autre partie, ou lors d'un entretien d'accompagnement prévu dans le programme d'actions. L'adaptation du programme d'action sera également datée et signée par les deux parties et annexé au contrat.

Section 2. — Des droits et obligations des parties contractantes

Art. 3. § 1^{er}. En application des articles 4, § 1^{er}, et 6, 5^o, du décret, le FOREm s'engage vis-à-vis du bénéficiaire à :

1^o lui garantir un accompagnement individualisé par un conseiller particulier tout au long de son parcours d'insertion;

2^o mettre en œuvre toute action permettant de faciliter son insertion sur le marché de l'emploi;

3^o lui octroyer les primes et avantages tels que visés à l'article 5;

4^o l'informer de ses droits et devoirs inhérents aux différentes actions prévues;

5^o mettre à sa disposition, notamment au travers des instances d'accueil, d'information et de suivi visées à l'article 9 du décret, toute information utile sur les offres de services, de formation et d'insertion des opérateurs ainsi que sur les offres d'emploi visant à faciliter la réalisation du contrat, et ce en lien étroit avec les besoins du marché du travail;

6^o lui proposer, selon une fréquence convenue, des offres d'emploi en rapport avec ses compétences;

7^o favoriser l'accès aux formations professionnelles et aux actions d'insertion socioprofessionnelle organisées par les opérateurs du dispositif.

§ 2. Quant au bénéficiaire, il s'engage vis-à-vis du FOREm à :

1^o réaliser le programme d'actions;

2^o respecter les règles inhérentes aux diverses actions développées;

3^o être présent lors des démarches actives et participatives prévues dans le programme d'actions et notamment lors des rencontres périodiques avec un conseiller particulier;

4^o prévenir et justifier de toute absence aux actions prévues au programme;

5^o communiquer à son conseiller particulier toute modification de sa situation administrative et personnelle qui pourrait entraîner une modification du programme d'action.

Art. 4. § 1^{er}. Tout au long du parcours du bénéficiaire, le conseiller particulier visé à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, suit le bénéficiaire afin de faire le point sur les actions entreprises, leur efficacité à rapprocher le bénéficiaire du marché de l'emploi, et sur les compétences acquises depuis le début du parcours. La fréquence et l'intensité du suivi sont négociées lors de la signature du contrat et renégociables en cours de parcours avec, au minimum un entretien d'accompagnement dans les cas suivants :

1^o à la signature du contrat crédit insertion;

2^o en cas d'abandon ou de rupture d'une action décidé respectivement par le bénéficiaire ou par l'opérateur;

3^o à la demande expresse et motivée du bénéficiaire ou de l'opérateur;

4^o en cas de non validation, par le conseiller particulier, de la passerelle vers un nouvel opérateur proposée au bénéficiaire par le dernier opérateur chez qui il a participé à une action;

5° en cas de délai de plus de deux mois entre deux actions;

6° en cas d'interruption du programme d'actions de plus d'un mois.

§ 2. Le suivi effectué par le conseiller particulier implique la capitalisation des démarches, des actions et des compétences reconnues pour chaque bénéficiaire. Ces informations font parties intégrantes du dossier du bénéficiaire, lequel est à sa disposition en permanence.

§ 3. Le suivi effectué par le conseiller particulier implique également que ce dernier valide l'action proposée par l'opérateur au bénéficiaire à l'issue de l'action menée en son sein. En cas de non validation de l'action proposée, le conseiller devra se concerter avec l'opérateur pour dégager une nouvelle passerelle à proposer au bénéficiaire. Si aucun accord ne peut être dégagé, le conseiller devra lui-même orienter le bénéficiaire vers un nouvel opérateur.

Art. 5. En application de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, le bénéficiaire qui suit une formation professionnelle chez un des opérateurs a droit aux primes et indemnités prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

Ces primes et indemnités sont versées par le FOREm, sans préjudice d'autres modalités prévues dans les conventions de partenariat conclues avec les opérateurs, et sans préjudice de toute autre modalité prévue dans les réglementations propres à chaque opérateur.

Art. 6. La centralisation de l'ensemble des données relatives au bénéficiaire par le FOREm ainsi que tout transfert de données issues de l'exécution du présent contrat sont effectués dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, et aux seules fins de la mise en œuvre et de l'évaluation du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, sous réserve des obligations imposées par d'autres dispositions légales et réglementaires.

Le bénéficiaire autorise le transfert des données qui le concernent, dans les domaines dont la liste figure en annexe du contrat et en fait partie intégrante, entre les opérateurs et le FOREm et entre les différents opérateurs amenés à intervenir durant son parcours au sein du dispositif.

Le bénéficiaire a le droit d'accéder aux données qui le concerne et de les faire rectifier.

Section 3. — De l'opérateur de formation et d'insertion

Art. 7. En application de l'article 2, § 4, du décret, l'opérateur doit assurer la transparence de son offre de services, notamment en la transmettant en temps utile, et de manière complète et précise, au FOREm via un encodage dans un outil de centralisation et de diffusion des offres de formation et de services, conçu et mis en œuvre par le FOREm et ses partenaires.

L'opérateur veille à l'actualisation des données relatives à son offre de services afin d'une part, d'assurer aux bénéficiaires et aux conseillers particuliers du FOREm une bonne visibilité sur son offre de services et d'autre part, de favoriser l'articulation des filières et passerelles par une connaissance précise et partagée entre opérateurs.

Art. 8. Lorsque le bilan personnel et professionnel se déroule chez un opérateur, ce dernier en communique les résultats au FOREm dans les meilleurs délais.

Art. 9. Tout au long du parcours du bénéficiaire, chaque opérateur transmet au conseiller particulier une information précise sur l'action à laquelle le bénéficiaire s'apprête à participer au sein de son organisme, en ce compris les dates de début et de fin de cette action.

Art. 10. Chaque opérateur doit désigner, parmi son personnel, une personne chargée d'assurer le suivi de l'exécution de l'action de formation ou d'insertion. Chaque opérateur est tenu d'informer le conseiller particulier au minimum dans les situations évoquées à l'article 4, § 1^{er}, 2° à 6°, et d'établir les relations, filières et passerelles avec les autres opérateurs afin de permettre au bénéficiaire de poursuivre son projet d'insertion. Il communique au conseiller particulier du FOREm, qui les valide, les propositions d'actions subséquentes.

Dans ce cadre, l'opérateur transmet également toutes les informations utiles concernant le bénéficiaire à l'opérateur avec lequel la filière ou la passerelle est établie. Ce dernier s'adressera au conseiller particulier du FOREm en charge du suivi du bénéficiaire pour obtenir l'ensemble des éléments du contrat.

Art. 11. L'opérateur s'engage à réaliser, de commun accord avec le bénéficiaire, des évaluations intermédiaires et finales visant à vérifier l'adéquation des actions avec les objectifs à atteindre et à identifier les aptitudes sociales et les compétences techniques, acquises au terme des actions menées.

L'opérateur communique au conseiller particulier les compétences ayant fait l'objet d'une évaluation, au début et au cours des différentes actions de formation ou d'insertion.

L'opérateur peut proposer au conseiller particulier, notamment sur base des informations objectives obtenues via l'évaluation et après concertation avec le bénéficiaire, d'adapter le programme d'actions individualisé à d'autres actions mises en œuvre par lui-même ou par d'autres opérateurs.

Art. 12. L'opérateur veille au développement, en son sein, d'une pédagogie de la participation susceptible d'assurer l'efficacité du dispositif d'écoute et de participation des bénéficiaires mis en place par les Commissions sous-régionales du dispositif intégré d'insertion.

CHAPITRE III. — Du dispositif d'écoute et de participation des bénéficiaires

Art. 13. § 1^{er}. Un dispositif d'écoute et de participation est créé au sein de chaque Commission sous-régionale du dispositif intégré d'insertion. Il doit être un espace effectif de participation et de concertation qui traitera essentiellement des domaines suivants :

- 1° l'accueil et l'information;
- 2° l'orientation;
- 3° la reconnaissance et l'évaluation des acquis;
- 4° le soutien à l'insertion socioprofessionnelle;
- 5° les droits et devoirs du bénéficiaire et de l'opérateur.

§ 2. Cet espace sous-régional de concertation sera composé au minimum de :

- 1° représentants des bénéficiaires;
- 2° représentants des organisations syndicales;

3° représentants d'opérateurs impliqués dans le dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Chaque Commission sous-régionale du dispositif intégré d'insertion détermine le nombre de représentants de chacune des catégories précitées.

Est considéré comme " représentant des bénéficiaires " au sens du présent paragraphe, toute personne dont la candidature a été jugée recevable par la Commission sous-régionale du dispositif intégré d'insertion concernée.

§ 3. Afin de rendre efficace et efficient son propre dispositif, chaque Commission sous-régionale du dispositif aura donc également et notamment comme mission dans ce cadre :

1° d'impulser chez les opérateurs la mise en place, à l'attention tant des formateurs que des bénéficiaires, d'une pédagogie de la participation;

2° de capitaliser et d'analyser globalement les préoccupations et difficultés exprimées par les bénéficiaires et de faire, à l'attention des opérateurs, des recommandations quant aux solutions à y apporter;

3° de faire rapport, au minimum semestriellement, à la Commission consultative du dispositif des principales préoccupations et difficultés exprimées par les bénéficiaires ainsi que des recommandations faites aux opérateurs dans ce cadre;

4° d'informer régulièrement la Commission consultative du dispositif concernant les problématiques qui ne peuvent être résolues au niveau sous-régional.

§ 4. Le fonctionnement de l'espace de concertation est déterminé au sein du règlement d'ordre intérieur de chaque Commission sous-régionale du dispositif établi en vertu de l'article 43 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi modifié par le décret du 13 mars 2003.

CHAPITRE IV. — *De l'information et de l'évaluation*

Art. 14. Annuellement, le FOREm procède à l'évaluation globale des contrats crédit insertion et transmet un rapport à la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion ainsi qu'aux Ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'Emploi et la Formation professionnelle.

Cette évaluation porte notamment sur les éléments suivants :

1° nombre de contrats signés;

2° nombre de bénéficiaires;

3° profil sociodémographique des bénéficiaires;

4° nombre de ruptures de contrats enregistrées dans l'année et raisons de ces ruptures;

5° principales étapes ou actions programmées dans la période couverte par les contrats.

Art. 15. Semestriellement, le FOREm procède à une évaluation quantitative des contrats crédit insertion. Cette évaluation intermédiaire fait également l'objet d'un rapport qui est transmis à la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion ainsi qu'aux Ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'Emploi et la Formation professionnelle.

Art. 16. Au plus tard le 30 septembre de chaque année, chacune des Commissions sous-régionales du dispositif intégré d'insertion transmet à la Commission consultative une proposition de plan d'actions annuel pour l'année suivante.

Art. 17. Au plus tard le 31 octobre de chaque année, la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion communique aux Ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'Emploi et la Formation professionnelle un plan d'actions annuel pour l'année suivante.

Art. 18. En application de l'article 11 du décret, l'Observatoire wallon de l'Emploi réalise annuellement une évaluation qualitative et quantitative du dispositif qu'il communique, après avis de la Commission consultative, au Gouvernement wallon.

Cette évaluation portera notamment sur les éléments suivants :

1° la mise en œuvre effective du dispositif au niveau des opérateurs et en particulier les filières et passerelles réalisées;

2° la mise en œuvre de la coordination du dispositif au sein de FOREm Conseil;

3° les parcours effectués par les bénéficiaires;

4° les résultats du dispositif en terme d'insertion des bénéficiaires dans un emploi durable et de qualité;

5° l'implication des entreprises;

6° la mise en place et le fonctionnement du dispositif d'écoute et de participation.

CHAPITRE V. — *Des dispositions finales*

Art. 19. Le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre de l'Emploi et la Ministre de la Formation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 971

[2006/200788]

22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, inzonderheid op de artikelen 2, § 4, 3, § 1, tweede lid, 4, § 1, derde lid, en § 2, 5, tweede lid, 6, tweede lid, 7, derde lid, 8, tweede lid, en 13;

Gelet op het voorstel en op de adviezen van de Adviescommissie van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling bedoeld in artikel 32 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, geformuleerd op 20 juli 2004, 22 oktober 2004 en 15 juli 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 mei 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 mei 2005;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 30 augustus 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 19 september 2005;

Gelet op het advies nr. 39.372/2 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2005;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Categorieën van rechthebbenden*

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, hierna "het decreet" genoemd, wordt elke niet leerplichtige persoon die als werkzoekende ingeschreven staat bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna "de FOREm" genoemd, en die onder één van onderstaande categorieën valt, beschouwd als rechthebbende die bij voorrang in aanmerking komt voor het stelsel, rekening houdende met de mate waarin hij van de arbeidsmarkt verwijderd is :

1° de niet-werkende werkzoekende die niet beschikt over het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of over een gelijkwaardig of hoger diploma;

2° de niet-werkende werkzoekende die gedurende minstens vierentwintig maanden werkloosheidsuitkeringen of wachtgeld ontvangt in de loop van de zesendertig maanden voorafgaand aan de datum van de ondertekening van het inschakelingskrediet-contract bedoeld in hoofdstuk II van dit besluit;

3° de niet-werkende werkzoekende die weer op de arbeidsmarkt ingeschakeld wordt;

4° de rechthebbende op het leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp;

5° de begunstigde van een beslissing van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) die recht geeft op tussenkomsten met het oog op tewerkstelling;

6° de vluchteling erkend in België overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

7° de buitenlandse onderdaan die tot verblijf is toegelaten overeenkomstig de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk of overeenkomstig artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980;

8° de rechthebbende op uitkeringen voor werkonbekwaamheid, mits voorafgaand akkoord gegeven met inachtneming van de bepalingen inzake de verzekering ziekte-invaliditeit;

9° de rechthebbende op het "Plan Habitat Permanent", zoals aangenomen door de Waalse Regering op 13 november 2002.

§ 2. In § 1, punt 1°, wordt verstaan onder niet-werkende werkzoekende elke persoon die als dusdanig ingeschreven staat bij de "FOREm".

Voor de toepassing van dit besluit worden gelijk gesteld met periodes van niet tewerkstelling :

1° de periodes waarvoor een uitkering is betaald krachtens de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de verplichte ziekte- of invaliditeitsverzekering of krachtens andere gelijkwaardige bepalingen;

2° de internerings- of gevangenisperiodes;

3° de periodes van niet-tewerkstelling gedekt door vakantiegeld;

4° de periodes van bezoldigde arbeid die, gecumuleerd, niet langer duren dan drie maanden voltijdse tewerkstelling binnen de twaalf maanden voorafgaand aan de ondertekening van een inschakelingskrediet-contract, hierna "het contract" genoemd.

In § 1, punt 3°, wordt beschouwd als niet-werkende werkzoekende die weer op de arbeidsmarkt ingeschakeld wordt elke persoon die geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend gedurende drie jaar vóór de ondertekening van het contract bedoeld in artikel 2 en die niet in aanmerking is gekomen voor werkloosheidsuitkeringen, wachtgeld of onderbrekingsuitkeringen gedurende de periode van drie jaar voorafgaand aan zijn inschrijving als werkzoekende.

HOOFDSTUK II. — *Inschakelingskrediet-contract*

Afdeling 1. — Inhoud

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet, vermeldt het inschakelingskrediet-contract, dat tussen elke rechthebbende en de "FOREm" gesloten wordt en waarvan het model bij dit besluit gaat, minstens de volgende gegevens wat zijn entiteit "Regisseur-Ensemble" betreft :

1° de preliminaire persoonlijke beroepsbalans;

2° het geïndividualiseerde actieprogramma;

3° de rechten en plichten van de partijen, zoals bedoeld in de artikelen 3 tot 6;

4° de duur van het contract (hoogstens twee jaar);

5° de oorzaken, de duur en de modaliteiten van de opschorting van de uitvoering van het contract;

6° de oorzaken en de modaliteiten van de eenzijdige contractbreuk in geval van ernstig verzuim van de verplichtingen van de contracterende partijen.

§ 2. De preliminaire persoonlijke beroepsbalans wordt opgemaakt door de "FOREm" of door de vormings- en inschakelingsoperatoren, hierna de "operatoren" genoemd in de zin van artikel 2, § 2, van voornoemd decreet. De verschillende gegevens waarop de balans betrekking heeft, alsook de structuur en het type informatie dat er de conclusie van vormt, zijn het voorwerp van een validering door het Beheerscomité van de "FOREm", na advies van de Adviescommissie van het stelsel.

§ 3. Het geïndividualiseerde actieprogramma wordt geleidelijk uitgewerkt op basis van de conclusies van de balans en is het voorwerp van onderhandelingen tussen de ondertekenaars. Het wordt door hen gedateerd, getekend en gevoegd bij het contract waarvan het noodzakelijk deel uitmaakt. Het kan altijd bijgestuurd worden op uitdrukkelijk en gewettigd verzoek van de één of andere partij, of tijdens een begeleidingsonderhoud waarin het voorziet. Het bijgestuurde actieprogramma wordt eveneens gedateerd en getekend door beide partijen en bij het contract gevoegd.

Afdeling 2. — Rechten en plichten van de contracterende partijen

Art. 3. § 1. Overeenkomstig de artikelen 4, § 1, en 6, 5°, van het decreet, verbindt de "FOREm" zich jegens de rechthebbende ertoe :

1° hem tijdens de hele duur van zijn inschakelingsproces een geïndividualiseerde begeleiding door een bijzondere adviseur te waarborgen;

2° elke maatregel uit te voeren die zijn inschakeling op de arbeidsmarkt kan vergemakkelijken;

3° hem de in artikel 5 bedoelde premies en voordelen toe te kennen;

4° hem kennis te geven van zijn rechten en plichten die inherent zijn aan de verschillende acties waarin voorzien wordt;

5° hem, met name via de in artikel 9 van het decreet bedoelde instanties die instaan voor onthaal, informatie en opvolging, alle nuttige informatie te verstrekken i.v.m. de aanbiedingen van de operatoren inzake diensten, vorming en inschakeling, alsook i.v.m. de vacatures die de vereenvoudiging van de uitvoering van het contract beogen, dit alles in nauw verband met de noden van de arbeidsmarkt;

6° hem volgens een overeengekomen frequentie vacatures aan te bieden i.v.m. zijn vaardigheden;

7° de toegang te bevorderen tot de beroepsopleidingen en de socio-professionele inschakelingsacties die door de operatoren van het stelsel georganiseerd worden.

§ 2. De rechthebbende verbindt zich jegens de "FOREm" ertoe :

1° het actieprogramma uit te voeren;

2° de regels na te leven die inherent zijn aan de diverse ontwikkelde acties;

3° deel te nemen aan de actieve en deelnemende stappen waarin het actieprogramma voorziet en o.a. aan de periodieke ontmoetingen met een privéadviseur;

4° elke afwezigheid op de acties waarin het programma voorziet te melden en te rechtvaardigen;

5° zijn privéadviseur kennis te geven van elke wijziging van zijn administratieve en persoonlijke toestand waardoor het actieprogramma wijzigingen ondergaat.

Art. 4. § 1. De privéadviseur bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, volgt de rechthebbende gedurende zijn hele traject om de balans op te maken, met name wat betreft de ondernomen acties, de mate waarin de doelmatigheid ervan hem dichter bij de arbeidsmarkt brengt en de vaardigheden verworven sinds het begin van het traject. De frequentie en de intensiteit van de opvolging zijn het voorwerp van onderhandelingen bij de ondertekening van het contract. Ze kunnen het voorwerp uitmaken van nieuwe onderhandelingen tijdens het traject, met minimum een begeleidingsgesprek in de volgende gevallen :

1° bij de ondertekening van het inschakelingskrediet-contract;

2° als de rechthebbende of de operator beslist af te zien van een actie of ze te onderbreken;

3° op uitdrukkelijk en gemotiveerd verzoek van de rechthebbende of de operator;

4° in geval van niet-validering, door de privéadviseur, van de overstapmogelijkheid naar een nieuwe operator voorgesteld aan de rechthebbende door de laatste operator bij wie hij aan een actie deelgenomen heeft;

5° in geval van meer dan twee maanden uitstel tussen twee acties;

6° als een actieprogramma langer dan een maand onderbroken wordt.

§ 2. De opvolging door de privéadviseur heeft de kapitalisatie van de stappen, acties en vaardigheden die voor elke rechthebbende erkend zijn, tot gevolg. Deze gegevens maken noodzakelijk deel uit van het dossier de rechthebbende, die voortdurend te zijner beschikking staat.

§ 3. De opvolging door de privéadviseur heeft ook tot gevolg dat laatst genoemde de actie valideert die de operator aan de rechthebbende voorstelt na afloop van de actie die binnen zijn midden gevoerd wordt. Als de voorgestelde actie niet gevalideerd wordt, zal de adviseur overleg moeten plegen met de operator om een nieuwe overstapmogelijkheid te creëren die aan de rechthebbende zal worden voorgesteld. Bij gebrek aan een akkoord moet de adviseur zelf de rechthebbende naar een nieuwe operator oriënteren.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid, van het decreet, heeft de rechthebbende die een beroepsopleiding volgt bij één van de operatoren recht op de premies en voordelen bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

Deze premies en vergoedingen worden door de "FOREm" gestort, onverminderd andere modaliteiten die vastliggen in de partnerschapsovereenkomsten gesloten tussen de operatoren en onverminderd elke andere modaliteit die vastligt in de regelgevingen eigen aan elke operator.

Art. 6. De centralisatie door de "FOREm" van de gezamenlijke gegevens betreffende de rechthebbende, alsook elke overdracht van gegevens uit de uitvoering van deze overeenkomst worden verricht met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer en, met als enige doelstelling, de tenuitvoerlegging en de evaluatie van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, onder voorbehoud van de verplichtingen opgelegd bij andere wettelijke en reglementaire bepalingen.

De rechthebbende stemt ermee in dat de gegevens die hem betreffen in de domeinen waarvan de lijst als bijlage gaat bij het contract, waarvan ze noodzakelijk deel van uitmaakt, overgedragen worden tussen de operatoren en de "FOREm" en tussen de verschillende operatoren die ertoe gebracht worden tussen te komen in de loop van zijn traject binnen het stelsel.

De rechthebbende heeft recht van inzage in de gegevens die hem betreffen en mag ze laten bijsturen.

Afdeling 3. — De vormings- en inschakelingsoperator

Art. 7. Overeenkomstig artikel 2, § 4, van het decreet, waarborgt de operator de doorzichtigheid van zijn dienstenaanbod, o.a. door het te gelegener tijd volledig en nauwkeurig aan de "FOREm" over te maken via het coderen van de vormings- en dienstenaanbiedingen in een centralisatie- en verspreidingsstelsel dat door de "FOREm" en zijn partners ontworpen en uitgewerkt werd.

De operator zorgt voor de actualisering van de gegevens betreffende zijn dienstenaanbod zodat het goed zichtbaar blijft voor de rechthebbenden en de privéadviseurs van de "FOREm", enerzijds, en om de koppeling van de opleidings- en overstapmogelijkheden te bevorderen middels een nauwkeurige kennis die onder de operatoren gedeeld wordt, anderzijds.

Art. 8. Als de persoonlijke beroepsbalans bij een operator opgemaakt wordt, deelt deze laatste de resultaten zo spoedig mogelijk mee een de "FOREM".

Art. 9. Gedurende het hele traject van de rechthebbende, verstrekt elke operator de privéadviseur nauwkeurige informatie over de actie waaraan de rechthebbende zich opmaakt deel te nemen binnen zijn orgaan, met inbegrip van de begin- en einddata van bedoelde actie.

Art. 10. Elke operator wijst onder zijn personeel een persoon aan die belast wordt met de opvolging van de uitvoering van de vormings- of inschakelingsactie. Elke operator informeert de privéadviseur hoe dan ook in de situaties bedoeld in artikel 4, § 1, 2° tot 6°, en creëert de relaties, de overstap- en opleidingsmogelijkheden met de overige operatoren opdat de rechthebbende zijn inschakelingsproject zou kunnen voortzetten. Hij deelt de daaropvolgende actievoorstellen mee aan de privéadviseur van de "FOREM", die ze valideert.

In dat kader verstrekt de operator ook alle nuttige gegevens betreffende de rechthebbende aan de operator met wie de overstap- en opleidingsmogelijk vastgelegd is. Laatstgenoemde richt zich tot de privéadviseur van de "FOREM", die instaat voor de opvolging van de rechthebbende om de gezamenlijke elementen van het contract te verkrijgen.

Art. 11. De operator verbindt zich ertoe in samenspraak met de rechthebbende tussentijdse en definitieve evaluaties te verrichten om na te gaan of de acties met de te halen doelstellingen stroken en om de sociale vaardigheden en technische bevoegdheden verworven na afloop van de gevoerde acties te identificeren.

De operator geeft de privéadviseur kennis van de bevoegdheden die het voorwerp van een evaluatie hebben uitgemaakt, aan het begin en in de loop van de verschillende vormings- en inschakelingsacties.

De operator kan de privéadviseur, met name op grond van objectieve gegevens verkregen via de evaluatie en na overleg met de rechthebbende, voorstellen het geïndividualiseerde actieprogramma aan te passen aan andere acties die door hemzelf of door andere operatoren ten uitvoer gelegd worden.

Art. 12. De operator zorgt ervoor dat binnen zijn midden een participatiepedagogie ontwikkeld wordt om de doelmatigheid te waarborgen van het begeleidings- en deelnemingsstelsel voor de rechthebbenden dat door de subregionale commissies van het geïntegreerd inschakelingsstelsel uitgewerkt werd.

HOOFDSTUK III. — *Begeleidings- en deelnemingsstelsel voor de rechthebbenden*

Art. 13. § 1. Er wordt een begeleidings- en deelnemingsstelsel opgericht binnen elke subregionale commissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel. Het is een effectieve ruimte voor deelneming en overleg die hoofdzakelijk actief is in de volgende domeinen :

- 1° onthaal en informatie;
- 2° oriëntatie;
- 3° erkenning en evaluatie van de verworvenheden;
- 4° steun aan de socio-professionele inschakeling;
- 5° rechten en plichten van de socio-professionele inschakeling.

§ 2. Deze subregionale ruimte voor overleg bestaat hoe dan ook uit :

- 1° vertegenwoordigers van de rechthebbenden;
- 2° vertegenwoordigers van de vakverenigingen;
- 3° vertegenwoordigers van operatoren betrokken bij het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

Elke Subregionale commissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel bepaalt voor elke bovengenoemde categorie het aantal vertegenwoordigers.

In de zin van deze paragraaf wordt als "vertegenwoordiger van de rechthebbenden" beschouwd, elke persoon wiens kandidatuur als ontvankelijk geacht werd door betrokken Subregionale commissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel.

§ 3. Opdat haar eigen stelsel efficiënt en werkzaam zou zijn, heeft elke Subregionale commissie van het stelsel o.a. ook als opdracht :

- 1° de operatoren aan te zetten tot de ten uitvoerlegging van een deelnemingspedagogie voor vormers en rechthebbenden;
- 2° de door de rechthebbenden meegedeelde zorgen en moeilijkheden te kapitaliseren en globaal te ontleden, en oplossingsgerichte aanbevelingen aan de operatoren te doen;
- 3° minstens om de zes maanden aan de Adviescommissie van het stelsel verslag uit te brengen over de voornaamste zorgen en problemen van de rechthebbenden, alsook over de aanbevelingen gedaan aan de operatoren in dat opzicht;
- 4° de Adviescommissie van het stelsel regelmatig kennis te geven van de problemen waarvoor geen oplossing bestaat op subregionaal vlak.

§ 4. De werking van de overlegruimte wordt omschreven in het huishoudelijk reglement van elke Subregionale commissie, dat opgemaakt is krachtens artikel 43 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003.

HOOFDSTUK IV. — *Informatie en evaluatie*

Art. 14. De "FOREm" maakt jaarlijks een globale evaluatie van de inschakelingskrediet-contracten en stuurt een verslag aan de Adviescommissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel, alsook aan de Ministers die bevoegd zijn voor beroepsopleiding en tewerkstelling.

De evaluatie slaat met name op de volgende gegevens :

1° aantal ondertekende contracten;

2° aantal rechthebbenden;

3° socio-demografisch profiel van de rechthebbenden;

4° aantal contractbreuken in de loop van het jaar en reden daarvoor;

5° voornaamste geplande stappen of acties tijdens de looptijd van de contracten.

Art. 15. De "FOREm" maakt om de zes maanden een kwantitatieve evaluatie van de inschakelingskrediet-contracten. Deze tussentijdse evaluatie is het voorwerp van een verslag dat overgemaakt wordt aan de Adviescommissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel, alsook aan de Ministers bevoegd voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling.

Art. 16. Elke subregionale commissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel maakt jaarlijks uiterlijk 30 september een voorstel van jaarlijks actieplan voor het komende jaar aan de Adviescommissie over.

Art. 17. De Adviescommissie van het geïntegreerd inschakelingsstelsel legt jaarlijks uiterlijk 31 oktober een jaarlijks actieplan voor het komende jaar over aan de Ministers die bevoegd zijn voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling.

Art. 18. Overeenkomstig artikel 11 van het decreet maakt het "Observatoire wallon de l'Emploi" (Waals Waarnemingscentrum voor de Werkgelegenheid) jaarlijks een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van het stelsel waarvan het de resultaten aan de Waalse Regering meedeelt, na advies van de Adviescommissie.

De evaluatie slaat met name op de volgende gegevens :

1° de effectieve uitvoering van het stelsel wat de operatoren betreft en, meer bepaald, de studiekeuzen en overstapmogelijkheden;

2° de uitvoering van de coördinatie van het stelsel binnen "FOREm Conseil";

3° de trajecten van de rechthebbenden;

4° de resultaten van het stelsel inzake inschakeling van de rechthebbenden in een duurzame en kwaliteitsvolle baan;

5° de betrokkenheid van de bedrijven;

6° het op touw zetten en de werking van het begeleidings- en deelnemingsstelsel.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister van Tewerkstelling en de Minister van Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT